

PARIS

1 franc 50 cent

PAR MOIS.

DÉPARTEMENTS

3 fr. par mois

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

INSCRIPTIONS.

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Discours prononcé par le citoyen Napoléon Bonaparte. — Discussion du projet de décret sur les fonds secrets. — Elections dans les départements. — Assassinat commis sur le boulevard Montparnasse. — Arrestation d'un capitaine de la garde mobile. — M. Emile Thomas et son propriétaire. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse.

Paris, 12 Juin.

La République pour tous; l'exclusion pour personne.

Le résultat des dernières élections semble avoir inspiré de graves appréhensions; la presse et la tribune nationale s'en sont rendues l'écho. Nous croyons ces appréhensions mal fondées. Il est bon, il est utile que tous les hommes qui représentent une opinion quelconque, pourvu que cette opinion ait dans le pays un grand nombre de partisans, arrivent à l'Assemblée nationale. Cela est utile, car ce que ces opinions peuvent avoir de dangereux en elles-mêmes est annulé par une discussion complète et contradictoire. Nous en prenons pour exemple le communisme. On se figure assez communément que le communisme doit ses développements à la révolution de Février; c'est une erreur: le communisme était professé par de nombreux adeptes et activement propagé dans la classe ouvrière bien avant le 24 février.

De 1850 à 1848, ce parti a progressivement grandi, jusqu'à provoquer des réquisitoires et à s'élever à la hauteur d'un danger public. Le dernier gouvernement n'a cessé de lui faire une guerre active et de surveiller attentivement sa marche.

Qui ne sait à quel point il exaltait alors le fanatisme de la portion la moins éclairée de la classe ouvrière!

C'était la panacée universelle, un remède infailible aux misères du peuple, aux angoisses des travailleurs.

Telle était sur le communisme l'opinion unanime des nombreux sectaires qu'on avait enrôlés sous son drapeau, tant que ses doctrines ne pouvaient être discutées que dans les sociétés secrètes, dans l'ombre des conciliabules.

La révolution s'est levée, et sa seule présence a fait tomber toutes ces lois sauvages et aveugles qui traitaient les opinions comme un crime et les réduisaient à conspirer pour conserver le droit de vivre.

Le jour de la discussion a éclairé les doctrines communistes; discutées librement, elles ont beaucoup perdu de leur prestige, et une portion considérable de la classe ouvrière s'en est montrée l'adversaire. C'est sous l'impression de ce sentiment de répulsion instinctive que le socialisme lui-même, qui cependant diffère essentiellement du communisme, et qui depuis vingt ans a jeté sur les questions économiques et sociales de précieuses lumières, a été écarté comme dangereux, et, à un petit nombre d'exceptions près, s'est vu fermer les portes de la représentation nationale.

C'était une lacune; car les doctrines socialiste avec beaucoup d'excentricités et d'erreurs, portent dans leurs flancs des vérités qui doivent prendre place dans la loi. Les dernières élections ont en partie comblé cette lacune; on excitait l'irritation des travailleurs en criant: A bas le communisme! au lieu de le discuter. Au moment où ils verraient qu'on le discute, qu'il a la tribune nationale pour exposer ses idées et les défendre, cette irritation cessera. Persécuté, ils embrasseraient chaudement sa défense; admis au bénéfice de la discussion légale, ils l'abandonneront à ses propres forces, et ne lui feront point un piédestal révolutionnaire.

Le danger qu'on redoute de l'élection de M. Napoléon-Louis Bonaparte ne nous paraît pas plus réel.

La révolution de février ne pouvait laisser proscrire et hors la loi la famille de l'homme qui éleva le plus haut la gloire de la France. La république peut, dans l'intérêt de l'ordre intérieur, et pour écarter tout prétexte de dissensions civiles, interdire temporairement le sol de la France aux royautés déchues: ces royautés qui opprimaient la nation, ne faisaient rien pour sa gloire. Elles s'absorbaient dans le soin de leur propre conservation à l'intérieur, et abaissaient le nom français devant l'étranger.

Mais la famille de l'empereur ne porte point ce honteux stigmate; sa gloire est restée pure et sans tache. Son glorieux chef est tombé, non comme les deux dynasties bourbonniennes, devant la volonté nationale, mais devant l'Europe coalisée, devant les baïonnettes de l'étranger.

Au moment où la France s'appartient à elle-même, son premier devoir est un acte de réparation nationale vis-à-vis des membres de cette famille que le malheur et la gloire ont doublement consacrée. Républicains comme nous, enfants comme nous de cette patrie, notre mère commune, ils viennent se ranger sous sa bannière et lui apporter le tribut de leur patriotique dévouement. Leur admission dans les rangs de la représentation nationale est la plus haute consécration du principe républicain et le plus solennel hommage à la souveraineté du peuple.

BENJAMIN LAROCHE.

Les réunions en plein air et les attroupements.

Nous avons approuvé la loi sur les attroupements, bien que nous en ayons trouvé quelques dispositions empreintes d'un cachet de rigueur inutile et la pénalité parfois excessive. Mais nous avons pensé, et nous pensons encore que la part de la liberté est assez large pour qu'il en soit fait une à l'ordre. Nous croyons qu'aujourd'hui le retour de l'ordre est le premier besoin; parce qu'à ce retour est attaché celui de la confiance et du crédit. Cependant nous ne voudrions pas qu'on induisit de notre approbation, que nous partageons l'avis de plusieurs organes de la presse qui, s'effrayant outre mesure de toutes les manifestations extérieures, semblent disposés à restreindre les limites du droit de réunion.

Posons d'abord les principes de la matière. Il y a deux sortes de réunions légales: celles qui se tiennent dans un local, telles que les clubs; celles qui ont lieu en plein air, et que la loi sur les attroupements ne saurait avoir pour effet d'empêcher.

Une réunion en plein air est souvent le seul mode de convocation possible pour une réunion nombreuse, à propos de quelque grande question d'intérêt national. Mais une telle réunion ne peut être légale qu'aux conditions suivantes:

- 1° Que le lieu de la réunion sera fixé de manière à ce qu'elle ne puisse, en aucun cas, entraver la circulation;
- 2° Que l'objet de la réunion sera légal, et indiqué à l'avance par la voie de la publicité;
- 3° Que l'autorité sera prévenue et mise à même de prendre à l'avance des mesures d'ordre nécessaires;
- 4° Que la réunion sera présidée par un délégué de l'autorité municipale, ou tenue en sa présence.

Avec ces précautions, qui sont celles qu'a adoptées la sagesse de la nation anglaise et du peuple américain, nous croyons les réunions en plein air utiles, dans certaines circonstances, telles qu'une élection générale, ou une pétition sur un objet d'intérêt public, grave et urgent.

Nous croyons aussi qu'en ce moment ces réunions seraient nuisibles et que les patriotes sincères doivent s'en abstenir.

Elles auraient pour effet inévitable d'ajourner indéfiniment la réapparition des capitaux et la reprise des affaires. Quant aux réunions fortuites qui ne réunissent aucune des conditions et n'offrent aucune des garanties que nous venons énumérer, elles constituent en tout cas une perturbation inutile et fâcheuse, et en certains cas, un attroupement punissable. C'est contre ces agglomérations tumultueuses, provoquées dans un intérêt de désordre et dans un but d'anarchie, que le dernier décret est dirigé; et sans en approuver tous les termes, nous en approuvons l'esprit et l'ensemble.

Le rappel d'aujourd'hui.

A trois heures le rappel a été battu dans toutes les légions. Cet appel était motivé sur ce qu'une foule considérable s'était rendue à l'Assemblée nationale, espérant voir Louis-Napoléon. Cette foule devenant de plus en plus compacte, les mesures né-

cessaires ont été prises pour faire évacuer les abords de l'Assemblée.

Plusieurs sommations n'ayant pas été écoutées, il a fallu recourir à la force, et ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'on est parvenu à faire éloigner cette foule curieuse et inquiète.

Enfin, à quatre heures, le pont de la Concorde, les quais et tous les abords de l'Assemblée n'étaient plus entourés que de garde nationale, de dragons et de troupe de ligne.

Les Tuileries sont fermées et les nombreux groupes qui stationnent dans les rues n'ont pour sujet de conversation que l'élection de Louis Napoléon.

Des affiches bleues, répandues en profusion dans les rues de la capitale, et signées le général Piat, invitent les citoyens à se méfier des meneurs qui pourraient faire entendre que Louis Napoléon est le chef d'un parti; il termine en disant que si le nouveau représentant savait être une cause de désordre et d'anarchie, il aimerait mieux quitter la France.

Les habitants du quartier du Luxembourg se plaignent de deux griefs, le premier, c'est la fermeture de l'entrée qu'on nomme Petit Luxembourg. Immédiatement après la Révolution, cette entrée fut ouverte; elle fut fermée quand MM. Louis Blanc et Albert vinrent au Luxembourg. La commission exécutive a maintenu ce passage fermé. A quoi bon?

Le second grief, c'est qu'à huit heures on bat une première retraite; les grilles se ferment à moitié, et on ne laisse plus entrer personne. A neuf heures moins un quart, on bat une seconde retraite, et l'on fait sortir les promeneurs. Autrefois, il n'y avait qu'une seule retraite; et elle était battue beaucoup plus tard. Pourquoi, à cette époque, où les jours sont si longs, priver le public de la jouissance du jardin à l'heure où la promenade est le plus agréable?

Quelques journaux ont annoncé le retour à Paris de M. Emile Thomas, ex-directeur des ateliers nationaux, dont la mission organisatrice dans le département de la Gironde paraît avoir été promptement accomplie.

Quoiqu'il en soit, un débat s'est élevé aujourd'hui en référé, entre M. Emile Thomas et M. Legros, propriétaire de la maison habitée par l'ex-fonctionnaire.

M^r Louis Protat, avoué de M. Legros, demandeur, s'est présenté devant M. le président, et a exposé ce qui suit:

La destitution de M. Emile Thomas, son remplacement dans ses fonctions de directeur des ateliers nationaux, lui ont fait quitter subitement sa résidence d'été du parc Monceaux pour revenir habiter son appartement situé dans la maison de M. Legros, au grand émoi de tous les locataires de ce dernier.

En effet, s'il faut en croire les plaintes adressées par eux à M. Legros, le repos ne leur est plus possible, soit le jour, soit la nuit.

A toute heure, les escaliers de la maison, le dessous de la porte cochère, et même l'entrée extérieure de la maison sont envahis par une foule bruyante dont les discours plus ou moins montagnards n'ont rien de rassurant.

Sans doute M. Emile Thomas, comme tout locataire, est libre de recevoir des visites, mais à la condition de ne pas troubler la tranquillité des autres locataires, et surtout de ne pas rendre la maison inhabitable; or, les voisins, effrayés, menacent de donner congé au propriétaire, qui n'en peut mais.

M^r Louis Protat concluait donc à ce que l'expulsion de M. Emile Thomas fut autorisée par M. le président.

Mais M. le président Debelleyne, attendu l'absence du titre, et l'urgence n'étant pas suffisamment justifiée, a dit n'y avoir lieu à référé, et a renvoyé le propriétaire à se pourvoir au principal.

Hier soir la porte Saint-Denis et les boulevards n'étaient guère encombrés que par les promeneurs. Des gardiens de Paris et des

gardes mobiles invitaient les citoyens à ne pas stationner sur les trottoirs. Nous devons dire qu'ils mettaient beaucoup d'aménité dans leur mission.

La totalité du contingent de la classe de 1847 est appelée à l'activité. Les départs auront lieu du 15 au 20 juin.

Voici la répartition des 80,000 hommes :

Marine, 2,502; carabiniers, 400; cuirassiers, 1,800; Dragons, 2,200; lanciers, 1,100; chasseurs, 4,900; hussards, 1,000; artillerie, 5,000; train des parcs, 600; génie, 2,500; équipages militaires, 1,500; infanterie, 59,698.

Il y aura à défalquer les non-valeurs, qui sont ordinairement de 10,000 jeunes soldats environ sur la totalité du contingent, et qui portent exclusivement sur le nombre d'hommes affecté à l'arme la plus nombreuse (l'infanterie). Cette arme n'aura donc approximativement à recevoir que 50,000 hommes.

La part réservée à la cavalerie et aux armes spéciales dans la distribution du contingent va augmenter leur effectif dans une proportion importante. Les armes montées, cavalerie, artillerie et équipages militaires, reçoivent 15,500 recrues.

Les trois régiments et les ouvriers du génie sont compris dans cette répartition pour 2,500 jeunes soldats, ce qui augmentera l'effectif pour chaque régiment d'environ 800 hommes.

(Moniteur de l'armée.)

Monsieur le rédacteur,

J'ai l'honneur de vous adresser la note suivante, que je vous prie d'insérer dans votre prochain numéro.

Recevez, etc.,

DELBROUCK.

« Le banquet populaire est définitivement ajourné ; cette résolution a été prise dans un comité central composé des délégués des corporations et des clubs.

« Les sordes menées des partis, l'agitation qui en est résultée parmi le peuple, ont été les motifs de cet ajournement ; plusieurs délégués ont d'abord protesté, disant : que l'on croirait que les organisateurs reculaient devant la loi contre les attroupements ; mais bientôt ils ont compris que les mesures d'ordre que les organisateurs devaient prendre, seraient inefficaces pour empêcher les provocations des gens intéressés au désordre ; que dans les circonstances actuelles tous les bons citoyens ne devaient faire aucune démonstration qui pourrait être exploitée par les ennemis de la République. En conséquence, ils ont arrêté qu'ils renonceraient momentanément à cette fête populaire, afin de prouver qu'ils ne comprennent pas la liberté sans l'ordre.

« Ces raisons ont prévalu ; mais en même temps les délégués ont adopté une protestation énergique contre la loi sur les attroupements ; cette protestation sera adressée à l'Assemblée nationale par voie légale.

« Cette protestation, et l'ajournement du banquet, prouveront que tout en renonçant à une fête que les ennemis de l'ordre pourraient exploiter, le peuple repoussera toujours toute atteinte à ses droits. »

On nous communique la lettre suivante :

Madame,

Auxerre a joué d'un spectacle bien curieux et bien insolite. Un homme d'esprit, de cet esprit fin et délié qui, pour s'être prodigué déjà dans quatre cents volumes de romans dits historiques, n'a rien perdu de son à-propos et de sa vivacité, un homme d'esprit, dis-je, nous est arrivé, de Paris bien entendu, tout exprès pour amuser pendant trois heures cinq ou six cents personnes avides de saillies et de bons mots. Vous n'étiez point là, madame ; le froid et la pluie, et la mode et la retenue ordinaire de votre sexe, tout vous obligeait à rester chez vous, avec le désir d'une juste curiosité, avec le regret de ne la point satisfaire. Les femmes ont tant de privilèges !

Eh bien, cette scène qui a provoqué le rire et les larmes, pourrais-je au moins vous en donner une idée ? L'entreprise est hardie, et vous en rirez sans doute ; qu'à cela ne tienne ! riez, madame, riez et moquez-vous ; votre moquerie est douce, et puis vous le savez :

Un des reflets du ciel n'est-il le rire des ennemis.

Il faut dire d'abord, car peut-être ne l'auriez-vous pas deviné, que la scène ne se passait pas au théâtre, lieu habituel des comédies ; non, la foule se pressait à la porte du Temple, dans la rotonde Chemin. De grandes et de petites affiches avaient annoncé le spectacle pour neuf heures.

A huit heures la rotonde était pleine ; à neuf on étouffait ; à neuf et demie on criait, on chantait, on sifflait, on trépanait, et des nuages de poussière reculant dans leur sein de fraternelles odeurs, vous montaient au visage. Vous répéterai-je les lazzi que j'ai entendus.

Les grands hommes se font attendre, maximait un philosophe. Il ne viendra pas, prenons défaut contre lui et partons, disait un homme d'affaires.

Que le bon Dieu le patafole (oh ! pardon, madame) ; il n'aura pas ma voix celui-là, miaulait un gamin.

Est-ce qu'il nous prendrait pour des échalas, grognait l'homme des champs debout et harassé ?

Prenons patience, murmurait un sage qui se prélassait sur sa chaise.

Tout à coup, tandis qu'un jeune citoyen chantait d'une voix sonore une chanson martiale dont le refrain était répété en chœur, un homme grand et fort apparaît.

C'est lui ! c'est lui ! oh ! c'est bien lui, crie-t-on de toutes parts.

— Vous le connaissez donc ?

— Non, mais on le devine. Lui seul, en effet, peut avoir cette fière prestance, ce teint basané, cette chevelure qui regarde le ciel, cet œil lucide et perçant, et cet air de bonhomie qui ne s'ignore pas. Ajoutez à cela qu'il porte un pantalon foud blanc, que sa redingote brune est fermée jusqu'en haut, qu'il n'a ni gants, ni jabot, ni manchettes, et son extérieur vous sera passablement connu. Dirai-je aussi qu'un ruban rouge est négligemment attaché à sa boutonnière ? Mais à quoi bon ? Autrefois ce pouvait être un signe de reconnaissance, aujourd'hui qui n'a pas le ruban rouge ?

Ecoutez, écoutez ! notre messire monte à la tribune, espèce d'orchestre que les gens spirituels de l'endroit appellent un égrugeoir.

Oh ! alors, les cœurs s'allongent, les oreilles se dressent, les regards se fixent, le silence se fait, il parle.

— Mais que nous veut cet homme, demandez-vous ? Que vient-il nous dire ?

— Ah ! madame, tandis que vous ne songez, dans votre quiétude, qu'à la paix qui vous environne, à ce beau printemps, cette jeunesse de l'année, à vos deux petits anges, bandits aux lèvres de roses, à ce jardin toujours si plein de fleurs, malgré tous les heureux que vous faites en le dépolluant, à cette vieille église dont l'ombre mystérieuse vous fait rêver quand le soir vient, vous ignorez que le monde s'agite, que la France s'inquiète, et que demain sortira de l'urne électorale les génies destinés à remplir les places vides au sein de cette assemblée qui paraît jusqu'ici, tant elle besogne peu, considérer les sièges qu'elle occupe comme des fauteuils académiques.

Auxerre n'a besoin que de deux élus, et voilà que les quatre vents de l'horizon nous apportent des myriades de candidats. Cet homme qui parle est donc un candidat ?

Eh ! sans doute ; mais prenez garde : il y a des candidats de toute couleur et de toute nuance, depuis le blanc le plus pur jusqu'au rouge le plus cramoisi ; mais il en est peu qui, avec plus d'art et d'aplomb, que le nôtre, avec un jet plus continu de vives répliques et de phrases charmantes, sache mieux cacher à la foule émerveillée la nullité de l'homme politique, pour ne lui montrer que la fécondité du conteur et la grâce du romancier.

« Pas de profession de foi, dit-il ; les meilleures professions de foi ce sont les actes. Que désirez-vous savoir de moi ? interrogez-moi, je vous répondrai. Avez-vous des questions personnelles à m'adresser ? Alors je puis tout vous dire en un mot : c'est que nul ne pense plus de bien de moi, que moi ! » (Bravo !)

A chaque interpellation il répond par une anecdote ; c'est sa manière de raisonner.

On lui demande ses relations avec la famille d'Orléans : — J'ai toujours fait de l'opposition au roi, et j'ai toujours eu l'amitié des princes. M. le duc d'Orléans me traitait comme un ami. « Monseigneur, lui dis-je un jour, je vous demande la grâce d'un soldat de mon village (Villers-Cotterets) qui a frappé son supérieur. »

Dumas, c'est difficile ; je suis lieutenant général et je dois faire observer la discipline.

— Oui, mais vous êtes aussi le fils du roi, et...

Et le prince court chez le roi, revient au bout de cinq minutes et dit : « Allez au télégraphe, donnez l'ordre de surseoir à l'exécution, hâtez-vous, il devrait être fusillé demain matin. »

Je me jetai dans les bras du duc et je pleurai... C'est qu'il me faisait le plus beau cadeau... la vie d'un homme ! Ordinairement ce n'est que Dieu qui fait ce cadeau-là. Depuis ce temps, je lui fus entièrement dévoué. Il mourut... et je fis 400 lieues pour assister à ses funérailles. Une heure après, je reprenais la route d'Italie... pardon, citoyens, ces souvenirs m'émouvent malgré moi... et puis un accident qui vient de m'arriver... (Que ce gens-là sont heureux, il leur arrive toujours des accidents !)

— Avant 1830, j'étais employé chez le duc d'Orléans, qui n'était que prince alors ; le prince devint roi, et j'ai donné ma démission. J'ai toujours combattu pour les idées généreuses et populaires ; mes principes sont dans mes ouvrages. Or, je ne connais pas de livre plus français, plus national que les *Mousquetaires*. Je n'ai pas seulement combattu avec la plume. Les 25 et 26 février, on a vu dans Paris mes épaulettes de chef de bataillon ; et quand tout fut fini, Lamartine, me rencontrant par hasard, me dit : « Eh bien ! Dumas, on vous trouve donc toujours sur le champ de bataille, et quand la victoire est remportée, on ne vous voit plus... » Mais si j'aime le peuple, je n'aime pas les terroristes, les Barbès et tous ceux qui veulent qu'on décrète deux heures de pillage dans Paris.

— On n'a pas demandé ça ! dit une voix.

— Pardon, citoyen, c'est constaté au *Moniteur*.

— Non, non, je n'ai pas lu ça.

— Permettez, citoyen ; voulez-vous que je vous adre. se le numéro du journal ? Si le fait est contraire, je donnerai cinq cents francs aux pauvres ; sinon vous les donnerez.

Mais cette fois l'orateur a perdu de son prestige ; il s'était adressé à un homme en blouse, et ce delfin jeté à un pauvre ouvrier par le prodigue marquis de la Paillette, répugnait à l'admirable bon sens de la multitude. Alors il revient à Barbès, et ne le ménage guère. Un homme à moustaches fait entendre un coup de sifflet.

— Je permets qu'on siffle mes pièces, s'écrie Dumas d'un ton calme et fier, mais je ne permets pas qu'on me siffle.

Et l'homme à moustaches de se taire.

— Et bien ! messieurs, à ce Barbès qui me ferait couper la tête, s'il le pouvait, moi, je lui ai sauvé la vie ! Oui, c'était en 1839 ; Barbès le conspirateur, venait d'être condamné à mort. Je m'adressai encore une fois au duc d'Orléans : Hugo et moi, lui dis-je, nous demandons la grâce de cet homme.

— Moi aussi, répond le prince, je voudrais le sauver ; mais mon père est fort irrité, il veut qu'un exemple soit fait ; néanmoins, préparez votre demande ; je la remettrai ce soir au roi, quand nous serons tous réunis ; et ma mère, ma sœur, mes frères et moi, nous le prions, nous le supplions ; peut-être obtiendrons-nous.

— Je vole donc chez Hugo, et lui rapporte ces bonnes paroles. Hugo me donne aussitôt un petit billet ; je retourne aux Tuileries, le billet est déposé sous la serviette du roi, le roi l'ouvre, le lit... Et Barbès fut gracié ! Qu'avait donc écrit le poète ? Seulement ces quatre vers, messieurs, ces quatre beaux vers :

Par votre ange envolée ainsi qu'une colombe !

Par ce royal enfant, doux et frère roseau !

Grâce encore une fois ! grâce au nom de la tombe !

Grâce au nom du berceau !

Comme Alexandre Dumas, vous trouverez, madame que ces vers sont beaux et que le poète a frappé juste, car le roi était père.

L'orateur continue ses récits ; quelqu'un lui crie :

— Vous nous donnez des affirmations, donnez nous donc des preuves.

— Ah ! un démenti ! entre gens qui se respectent, on sait ce que cela signifie, si vous le voulez, monsieur, attendez moi, en sortant à la porte.

Madame, vous estimez, j'en suis sûr, le vrai courage ; mais dites-moi, je vous en prie, que vous n'aimez pas ces airs de *bravo*. Hélas ! Pourquoi Dumas craint-il si peu de réveiller les échos mal assoupis des cours d'assises de Rouen et de Paris, d'évoquer le souvenir de Beauvallon et d'Equeville, ces joyeux compagnons qui apprenaient si consciencieusement la manière de tuer un homme et mentaient si effrontément à la justice ; qui, avec si peu de vergogne perdaient leur honneur, et se montraient si chatouilleux sur le point d'honneur, cette vertu de parade, comme dit Lamartine, qui n'est souvent que l'extérieur de la probité et l'élégance du vice !

— Citoyen Dumas, parlez-nous de l'organisation du travail.

— Je ne prétends pas organiser le travail et ne me dis pas plus habile que Louis Blanc et ses acolytes, tronant et paradant au Luxembourg. Mais ce que je prétends, c'est que moi aussi je suis un travailleur : j'ai écrit quatre cents volumes, j'ai déjà fatigué ma plume pendant vingt ans, dix heures par jour, ce qui fait, tout bien compté, 72,000 heures de travail.

— Oui, citoyen, vous avez de l'esprit ; mais cela ne suffit pas.

— Ah ! j'ai de l'esprit ? Eh bien ! vous ne m'en ferez pas un crime, n'est-ce pas ? (bravo !)

Si vous avez travaillé, vous avez nui aussi aux travailleurs en accaparant tous les journaux.

— C'est vrai, j'ai entrepris à la fois des romans, des pièces de théâtre et 4 ou 5 feuilletons différents ; mais sachez que je n'ai pas accaparé les journaux ; je les ai conquis comme un général conquiert les villes. (Très-bien, bravo !)

— Vous avez fermé la carrière à de jeunes écrivains qui seraient parvenus sans vous.

— C'est une erreur, j'offrais mes feuilletons, ils offraient les leurs ; est-ce ma faute à moi si l'on aimait mieux ce que je faisais que ce qu'ils faisaient ! Citoyen, vos trois interruptions me semblent deceler un peu d'envie... (oui, oui, c'est ça ! Je suis donc un travailleur, et de plus, je donne du travail. Par exemple, je fais un drame, et il est joué cent fois ; je le publie et il se vend à 80,000 exemplaires ; et voilà que j'ai occupé 20 acteurs, 200 comparses, 15 musiciens, 2 ou 3 libraires, 100 ouvriers imprimeurs, et voilà que j'ai jeté dans le commerce une valeur de 15 à 20 millions ; n'est-ce donc pas travailler ? (Si, si !)) Que chacun en fasse autant, et la besogne ne manquera pas. » (Bravo ! c'est cela !)

Voilà l'homme, voilà le spirituel fanfaron, voilà le grand économiste ! Le commerce est anéanti ? Le peuple manque d'ouvrage ? Alors faites comme moi 400 volumes. Ceci rappelle en vérité ce mot d'une grande dame à qui l'on disait : « Le peuple a faim, marquis, et il n'a pas de pain à manger. » — Eh bien ! répondit-elle, qu'il mange de la brioche. »

— Citoyen, votre opinion sur les affaires étrangères ?

— Mon opinion est que dans cinq jours les Italiens auront été battus ; qu'il faudrait intervenir sans craindre les Autrichiens, sans craindre le roi de Naples... Ah ! les Napolitains, messieurs, quels tristes soldats ! Mon père, le général républicain Dumas, ne demandait à Bonaparte, pour prendre Naples, que douze mille hommes, armés de douze mille fusils de poêle... »

— Vos idées relativement au clergé ?

— J'ai un grand avertissement à vous faire, messieurs (mouvement d'attention). Je suis religieux et j'aime les prêtres. Que voulez-vous, j'ai été élevé par le curé de mon village... (ici une série d'anecdotes). Respectons donc ces bons prêtres ; ne nous fions pas trop à la générosité des fidèles, accordons à nos curés 1200 fr. par an, juste de quoi acheter du pain et ne pas montrer ses poches tout à fait vides quand un mendiant vous implore. Quant aux évêques et archevêques, ce sont des aristocrates ; brisez les si vous le voulez. Le curé du village nous verse l'eau du baptême et nous prépare à mourir. Renversez donc l'orgueil qui est en haut, mais respectez la consolation qui est en bas ! (Bravo ! très-bien !)

Je m'arrête, Madame ; s'il fallait répéter tout ce qu'a dit notre charmant conteur, je n'en finirais pas, et cette lettre est déjà si longue ! Je ne voulais que vous faire entrevoir la figure de Dumas, et je songe un peu tard que l'esquisse grossière rend mal les

traits et ne rend pas du tout la physionomie. Cependant, un mot encore ; j'ai tant de peine à vous quitter ! Avant de descendre de la tribune, Dumas s'écrie :

— Citoyens, je vous ai dit mes opinions ; êtes-vous contents de moi ?

— Oui ! oui ! certainement ?

Alors d'une voix qui s'élève : Je vous remercie !

Un auditeur. — Citoyen Alexandre Dumas, vous êtes un homme de cœur !

Dumas, d'une voix concentrée : — Oui !

Alors, Madame, qu'ai-je vu, qu'ai-je entendu ? Un homme était près de moi, plein de franchise et de loyauté, un homme dont vous diriez avec moi, si je vous le nommais, que la rectitude de son esprit est égale à la bonté de son cœur ; je le regarde, et il pleurait, et il essuyait ses larmes ; je l'écoute, et il me dit :

— Avez-vous entendu ce oui ? ah ! ce oui est sublime !

— Hélas, hélas ! faudra-t-il que toujours les natures généreuses soient dupes des apparences et de l'habileté ! Non, non, Monsieur Alexandre Dumas, marquis de la Paillette, candidat exotique à la députation de l'Yonne, ne m'a pas touché. Seulement, j'ai songé plus d'une fois en l'écoutant que le maire d'Auxerre avait eu tort de refuser à ce citoyen notre salle de comédie.

Mon cœur est resté froid ; ne me le reprochez pas, Madame ; je n'aime que ce qui est vrai et digne d'être aimé.

Je ne signe point cette lettre ; et pourquoi la signerais-je ? Ce que cache mon incognito, ce ne peut être mon profond respect pour vous, Madame, pour vous que chacun aime et respecte ; ce n'est donc que mon nom, chose vaine que l'oubli seul peut réclamer.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

AUTRICHE. VIENNE, 5 juin. — La plus grande partie des étudiants ont quitté la capitale, où le calme et la tranquillité semblent vouloir renaître en même temps que la confiance. Les versements et les retraits de la caisse d'épargne arrivent aussi à un chiffre de proportion plus rassurant.

L'archiduc Etienne a passé ici dans la nuit de vendredi ; il venait d'Innsbruck et se rendait à Pesth. D'un autre côté, on apprend le départ du comte de Stadion pour Innsbruck.

Le comité des travaux publics continue à fonctionner d'une manière satisfaisante, et emploie, en ce moment, au-delà de 14,000 individus.

On assure que l'archiduc Jean a formellement refusé d'intervenir en quoi que ce soit dans les affaires de politique intérieure.

Au total, la ville est calme : on répare depuis le matin de tous côtés, les rues, et l'argent reparaît.

On a reçu ici par voie extraordinaire des nouvelles de Klantenbourg (Transylvanie), à la date du 30 mai. Elles portent que la diète de Transylvanie a voté à l'unanimité l'union immédiate et sans condition de cette province au royaume de Hongrie. Les nouvelles de la Croatie ne sont pas moins satisfaisantes. La ville de Warasdin et les trois comitats d'Esclavonie se sont soumis à l'autorité du ministère hongrois et du général Strabowski.

Le baron Jelachich a été appelé à Innsbruck. C'est lui qui a fait arrêter l'ex-prince Milosch, qui essayait de faire de la propagande à Agram, et peut-être de rentrer en service. Le cordial accueil fait par le parlement allemand, qui siège à Francfort, à la députation hongroise, a produit la plus satisfaisante sensation en Hongrie, et réveillé toutes les sympathies populaires pour la grande nation des penseurs. (Gazette d'Augsbourg.)

HONGRIE. PESTH, 2 juin. — Hier a eu lieu, sur la Generalveise, une messe militaire en plein air, à la suite de laquelle le ministre de la guerre, M. Szarvas, a passé la revue des gardes nationales et des troupes. Gelles-ci ont, à cette occasion, prêté le serment à la Constitution hongroise. Le régiment italien *Cecopieri*, qui désire retourner dans sa patrie délivrée, a d'abord refusé le serment, mais il l'a prêté ensuite lorsque le ministre de la guerre lui en a lu la formule. Le régiment illyrien *l'archiduc Léopold* n'a pas prêté serment ; car, travaillé par les avocats illyriens de cette ville, il avait, dans les casernes et les cabarets, témoigné ses sympathies pour le ban de Croatie et exprimé des dispositions hostiles envers les Hongrois. Le régiment tout entier a été envoyé, comme châtiment, à la forteresse de Kornorn. Il sera remplacé par le régiment hongrois *Wasa*, qui viendra de Vienne.

ESPAGNE. SARAGOSSE, le 3 juin. — Les carlistes ont levé l'étendard de la révolte dans cette province. Lundi dernier, à deux heures du matin, le Cojo de Caviguera proclama Charles VI à la tête d'une vingtaine d'hommes ; à Fuentes (6 lieues de cette ville), il publia un bando par lequel il ordonnait qu'on lui délivrât tous les chevaux ainsi que les armes qui se trouvaient au village ; ce qui fut fait sur-le-champ. De là, il suivit sa marche faisant partout comme à Fuentes.

Dès que l'autorité de cette ville en fut avertie, elle forma immédiatement une colonne de 600 fantassins et de 50 chevaux pour

aller à la poursuite des factieux ; mais, chose étrange, la colonne s'est portée à 22 lieues de cette ville et les factieux sont restés en deçà à 10 lieues ; ils ont déjà 50 chevaux et 200 fantassins, parcourant tout le pays, aussi tranquillement que s'ils en étaient les maîtres. Pendant que les carlistes gagnent ainsi du terrain, l'autorité poursuit sans relâche les progressistes ; les prisons en sont remplies.

ITALIE. On lit dans la *Gazette piémontaise* du 6, les nouvelles suivantes de l'armée :

« Le roi, qui avait repoussé l'ennemi, le 30, avec tant de succès, était résolu à le chasser de nouveau dans Mantoue, et avait ordonné à cet effet au général Bava de réunir les trois premières divisions et celle de réserve de son armée entre Volta et Goito. Mais, dans la nuit du 3 au 4, les troupes impériales, fortes de 30,000 hommes, sous les ordres du maréchal Radetski et en présence de quatre archiducs d'Autriche, se sont retirées dans le plus profond silence, abandonnant leurs positions fortifiées avec tant de peine.

« Ce matin, une forte avant-garde s'est dirigée par les trois différentes routes qui convergent toutes sur les Grazie, près de Curtatone, afin de s'assurer que l'ennemi avait opéré complètement sa retraite et se trouvait placé sous le canon et dans la place de Mantoue, et d'arrêter les convois qui auraient pu rester en arrière.

« S. A. R. le duc de Savoie commandait une de ces colonnes, et le roi lui-même avec celle de gauche s'est rendu en passant par Sacca et Rivalta au village delle Grazie. Mais, à ce qu'il paraît, l'ennemi était satisfait d'avoir jeté l'épouvante partout, dépillé toutes les maisons, et, c'est horrible à dire, profané les églises, brisé les tabernacles, volé les vases sacrés et enlevé les offrandes pieuses que les fidèles y avaient rassemblées.

« Signé, Di Salasco,

« Chef d'état-major général. »

— On lit dans la *Gazette de Spener* :

« VIENNE, 4 juin. — La Russie fait des préparatifs de guerre considérables. On assure qu'ils dépassent ceux que cette puissance a faits en 1812 contre l'empereur Napoléon. Les provinces du Danube fourmillent d'émissaires russes. L'archiduc Etienne est de retour d'Innsbruck ; il ne s'est pas arrêté à Vienne. »

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

On lit dans le *Propagateur des Ardennes* du 9 juin :

« On a trouvé cette nuit, placardées sur les murs de Charleville, un grand nombre de proclamations excitant à la révolte. Nous nous sommes procuré une de ces affiches, et, sans crainte de servir les intentions de leurs auteurs, nous la livrons à la publicité.

« Vous vous pressez trop, messieurs les réactionnaires : l'heure d'un 18 brumaire n'a pas encore sonné, et Louis-Napoléon n'est pas de taille à jeter les représentants du peuple par la fenêtre. Les meneurs des ennemis de la République nous étaient depuis longtemps connus ; nous savions qu'on travaillait, dans notre département, en faveur de Louis-Napoléon ; nous savions qu'on exploitait les souvenirs glorieux de l'empire, parce que la mémoire de Napoléon est chère à plus d'un Ardennais. Toutes ces tentatives échoueront devant le bon sens public. Qu'on se le persuade bien, il n'y a de salut pour tous que dans le maintien de la République. Nous engageons les autorités à mettre le plus grand zèle à la recherche des auteurs de ces placards ; il est impossible qu'on ne parvienne pas à les découvrir. Voici cette pièce :

« Français !

« Après avoir de nouveau chassé la tyrannie qui nous avait trompés en juillet, nous nous sommes encore laissé tromper par « une tyrannie plus hypocrite et plus infâme, en ce qu'elle se cache sous le voile de la démocratie ; au lieu d'un roi qui nous « dépouillait, nous en avons plusieurs qui s'engraissent à nos dépens. Ardennais ! courons donc aux armes, brisons nos fers, « montrons un exemple que la France se hâtera de suivre, et « plaçons à notre tête le seul homme qui en soit digne. Plaçons-y « Louis-Napoléon.

« Vive l'empereur ! »

— On lit dans le *Salut Public* :

RHONE. LYON, 9 juin. — Il circule une foule de bruits factieux au sujet de l'indemnité qu'aurait reçue les membres de l'administration provisoire de la Guillotière. Pour y mettre un terme et en faire justice, l'administration municipale devrait publier le compte-rendu de sa gestion financière. On ne serait pas fâché, en général, de connaître l'emploi des fonds qui lui sont confiés, soit par l'impôt, soit par les souscriptions.

Autrefois, nos affaires municipales n'étaient pas un mystère, et quoiqu'il y eût des opinions en lutte, elles ne fuyaient pas la

lumière. Mais aujourd'hui, nous n'avons aucun moyen de nous procurer des renseignements, dont nos concitoyens recevraient avec plaisir la communication.

MEURTHE. TOUL. — D'après les détails qui nous arrivent de Toul, les plus déplorables excès auraient été commis dans la journée du 6 juin. Une partie de la population, celle qui malheureusement, dans toutes les villes, cède si facilement à qui flatte ses passions et à qui l'égare, a voulu tenter à Toul une révolte contre l'autorité et la loi ; et ce qui est entièrement déplorable, c'est que force n'est pas restée tout entière à la loi et à l'autorité. Voici les faits :

Un sieur Bezel était poursuivi pour violation du décret du nouvel impôt sur les boissons. Des fauteurs de désordre ont profité de cette circonstance pour exploiter dans les campagnes le mécontentement que ce décret inique, nous l'accordons, y a généralement excité depuis deux mois. Des écrits portant excitation à la révolte et appel aux vigneronns avaient donc été répandus dans les villages des côtes de Toul, et, le 6 au matin, mille à douze cents campagnards étaient aux portes de la ville qui avaient été fermées ; on avait haussé les ponts-levis.

Cependant l'autorité avait cru devoir arrêter Bezel comme auteur présumé des circulaires.

À la nouvelle de cette arrestation, cette partie de la population toulousienne, dont nous parlions plus haut, se souleva, guidée par un homme inconnu à la ville, un vagabond, une sorte d'Hercule de foire, qui avait profité la veille d'une représentation en plein vent pour exciter la foule et y mettre le feu. Cette foule, conduite par l'Hercule, se dirigea vers la porte de France, défendue par une faible troupe, qu'elle désarma, ouvrit les portes, brisa les chaînes des ponts-levis et livra ainsi passage à la multitude des campagnards, qui pénétra ainsi dans la ville.

Le rappel ayant été battu, la garde nationale se rassembla dans la cour de l'hôtel de ville ; mais, il faut le dire et le déplorer, si une partie resta fidèle à l'ordre, une autre se détacha et alla se joindre à la foule ameutée, qui ne tarda pas à envahir l'hôtel de ville et la salle du tribunal où on avait conduit Bezel. Bezel fut arraché des mains des gendarmes et porté en triomphe. En vain l'autorité intervint et lutta ; elle fut méconnue et insultée. M. le préfet du département, qui s'était rendu à Toul dès le matin, employa tout à tour, mais vainement, des paroles de fermeté et de conciliation ; il mit au service de l'ordre et de la loi violée tous les moyens possibles de prudence et d'énergie ; M. Dideot, maire de la ville, partagea ses efforts ; ils furent impuissants.

La foule ameutée, menaçante et armée, voulait qu'on jugât Bezel séance tenante ; mais l'autorité refusa, et le peu de calme qu'elle put obtenir fut au prix d'un sursis qui serait accordé à Bezel pour être jugé, avec sa mise en liberté. Dans ce conflit déplorable entre la campagne et la ville, entre des citoyens armés, les uns égarés et coupables, les autres fidèles à la cause de l'ordre et de la vraie liberté, on avait cru devoir consigner la garnison dans ses casernes. L'émeute cependant se dissipa dans la soirée ; les campagnards quittèrent la ville, et le soir une apparence de tranquillité n'était troublée que par quelques cris poussés sur le passage des patrouilles.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 12 Juin.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART.

À une heure, la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté.

Il y a beaucoup d'agitation parmi les membres présents. Au dehors stationne une foule de curieux plus considérable encore que samedi. Quelques troupes sont massées sur les quais et aux alentours du palais.

M. Napoléon Bonaparte paraît à la tribune. Une vive curiosité se manifeste. Les représentants s'empressent de se rendre à leur banc. Après un instant de tumulte, le silence permet à l'orateur de s'adresser à l'Assemblée.

M. NAPOLEON BONAPARTE. Citoyens représentants, j'ai demandé la parole sur le procès-verbal de votre dernière séance. J'ai eu le tort de ne pas assister au dernier quart d'heure de cette séance. (Agitation.) Dans ce dernier quart d'heure, répondant à une interpellation du citoyen Heeckeren, le ministre de la guerre, en niant un fait qu'il a traité d'infame calomnie, a trouvé de chaleureuses paroles auxquelles je m'associe de toutes mes forces.

Citoyens, je suis bien agité en venant devant vous une seconde fois vous entretenir d'un nom que j'ai l'honneur de porter. En venant ici, je croyais n'avoir à m'occuper que de principes, et j'ai vu que l'on s'occupait beaucoup plus de questions de personnes. (Rumeurs diverses.)

Citoyens représentants, je parlerai avec une entière franchise, comme doit parler un homme qui s'explique en face de son pays. (Ecoutez !)

Permettez-moi de vous expliquer en deux mots ma position vis-à-vis de Louis-Napoléon. Je suis son parent, je suis son ami ; mais je ne suis pas l'apologiste de son passé (rumeurs diverses) ; j'ai même refusé de m'y associer. (Mouvement.)

Cela ne m'empêche pas de dire et de soutenir qu'il y a des lois de justice et d'opportunité qu'il faut respecter envers les citoyens, et Louis-Napoléon ne doit pas être tenu en dehors de ce droit commun.

Citoyens, j'aurais rougi de repousser les calomnies qui, depuis quelque temps, circulent dans les journaux sur le compte de ce nom, qu'ils semblent prendre à tâche de compromettre; mais, quelque juste mépris qu'inspirent de semblables mensonges, il vient un moment où la patience échappe et où il faut parler. Ces bruits, d'où viennent-ils? On peut le deviner. Les partis ne sont-ils pas en présence? Ces partis, hostiles à la République, sont en petite minorité et composés de ce qu'il y a de moins honorable en France.

Le nom de Napoléon, dans cet état de choses, est un levier puissant; mais ce levier ne peut-il être manié par ces partis, capables de saisir toutes les armes qui peuvent avancer leurs affaires, et doit-on en faire un crime à ceux qui ont l'honneur, on pourrait dire le malheur, de porter ce nom célèbre?

Si l'on entrerait dans cette voie, il n'y aurait plus aucune sûreté pour les citoyens. A-t-on oublié, en effet, ce qui s'est passé au 15 mai? N'avons-nous pas vu les noms les plus honorables mis en avant par les agitateurs? Votre sagesse, votre impartialité sauront repousser ces calomnies et réduire à rien ces odieuses accusations, comme vous l'avez fait alors. Qui pourrait vous empêcher de continuer cette ligne de conduite envers Louis Bonaparte?

Et maintenant je viens vous déclarer sur l'honneur, sur l'honneur, entendez-vous, la vérité tout entière sur ce qui s'est passé. (Ecoutez! écoutez!)

Quand la révolution de Février eut proclamé la République à Paris, Louis Napoléon quitta Londres et vint à Paris. Sa première démarche fut de s'adresser au Gouvernement provisoire. Il lui fit dire qu'il se mettait à sa disposition et attendait ses conseils. Le Gouvernement provisoire, je dois le dire, reçut ces avances avec bienveillance, avec politesse. (Légers rires.) Il lui fit dire qu'il ne s'opposerait pas au séjour de Louis Bonaparte dans des temps de calme ordinaire; mais que dans les circonstances difficiles que la République avait à traverser avant que d'en venir là, il devait lui conseiller de quitter Paris. Mon parent ne se le fit pas dire deux fois. Il partit: il retourna à Londres, et y resta fort tranquille et tout à fait étranger aux menées qui depuis ont agité la cité. Au moment des premières élections, interrogé par ses amis s'il voulait courir la chance des élections.

Il refusa positivement de répondre à ces ouvertures. (Mouvement.) Après les élections qui viennent de se faire, c'est avec surprise qu'il a vu son nom sortir de l'urne du scrutin; c'est à son insu que tant d'électeurs ont voté pour lui (léger mouvement d'incrédulité); et, sachez-le bien, ce que je dis là, ce n'est pas pour disculper ceux qui ont voté pour lui. Si j'avais voté, j'aurais voté comme ces honorables députés. (Agitation.) Cette élection a étonné tout le monde, et Louis Bonaparte lui-même (Nouveau mouvement.) En face de cet événement inattendu, on a dit, on a répété: Il y a une conspiration! Que n'a-t-on pas dit? Quelles énormes stupidités n'ont-elles pas eu cours dans le public? Les puissances étrangères, a-t-on dit, répandent de l'argent pour être propagé par les mains des Bonapartistes. (D'un ton de voix très-émue.) Depuis 1815, dans le plus violent débordement d'injures et d'outrages contre nous, jamais invention plus infâme n'a été articulée, et je m'étonne qu'aucun membre du Gouvernement ne soit monté à cette tribune pour dire ce qui en est.

Quant à mon nom personnel, je ne me crois pas obligé de faire, ou plutôt de renouveler ma déclaration de principes; mais je dois vous dire qu'aujourd'hui, au milieu de l'agitation des esprits, de ces moments de conspiration au milieu desquelles on vit, ce serait les exciter et leur donner une nouvelle énergie que de porter des mesures de violence. (Agitation.) Hier, en entendant parler de ces résolutions, je me suis rendu chez notre président. J'y suis allé deux fois. Je ne l'ai pas trouvé. (On rit.) J'allais lui demander ses conseils. Je suis le plus jeune de cette Assemblée, et je ne pouvais, selon moi, chercher de meilleures inspirations qu'auprès de celui qui nous préside. (Très-bien!) De là, je me suis transporté chez le citoyen ministre de l'intérieur.

Je lui fis sentir la nécessité de calmer l'opinion publique au lieu de l'exaspérer par des rigueurs dirigées contre un nom que j'ai l'honneur de porter. Le ministre m'a très bien reçu et m'a dit: « Je puis vous assurer qu'aucune mesure n'a été arrêtée par la commission exécutive. Je quittai le ministre avec une lettre pour le préfet de police, qui me dit qu'il savait à merveille que mon cousin était tout à fait étranger aux menées qui agitaient Paris depuis quelques jours. Il était dix heures du soir, et le citoyen préfet de police m'assura que rien de menaçant pour Louis-Napoléon n'était sorti des délibérations du comité exécutif; et cependant malgré ces assurances, quand je suis, ce matin arrivé à l'Assemblée, mes amis m'ont entouré et m'ont annoncé qu'une loi allait être proposée contre Louis Napoléon. Citoyens représentants, en face de cet avis, j'ai cru devoir monter à la tribune pour demander que le gouvernement vienne démentir cette nouvelle de poursuites dirigées contre Louis-Napoléon, ou apporter les preuves qui pourraient appuyer le décret.

La séance continue.

Voici le résultat connu des élections dans les départements suivants:

SAÔNE-ET-LOIRE. — Election de trois représentants.

MM. Dariot.

Jeanneau.

Martin Rey.

Ont été proclamés membres de l'Assemblée nationale.

DORDOGNE.

Voici la liste des candidats qui ont obtenu le plus de suffrages, l'armée comprise:

Barailler, avocat.	20,256
Auguste Mie, anc. imprim.	17,585
Bosviel, avocat.	16,221
Marc Montagut, agriculteur.	15,255
Marc Dufraisse.	8,512

HÉRAULT. — Election d'un représentant.

Résultat définitif:

MM. Laissac, procureur général.	24,229
De Genoude.	25,646
Henri Marès, adjoint.	4,242

Le citoyen Laissac, ayant obtenu plus de suffrages que ses concurrents, a été proclamé représentant du peuple.

NOUVELLES DIVERSES.

Samedi soir un assassinat a été commis dans une de ces nombreuses maisons mal famées, qui bordent le boulevard extérieur de la barrière du Maine à la barrière Montparnasse.

Un cocher de fiacre, voulant payer sa consommation, remit une pièce de 5 fr. et demanda la monnaie; l'une des femmes de ce bouge soutint qu'elle lui avait été rendue. A la suite d'une explication très-vive à ce sujet, il s'ensuivit une lutte dans laquelle le cocher s'est vu assailli et ensuite frappé de coups de couteau.

Des gardes mobiles qui étaient réunis à l'occasion d'un banquet, à la chaussée Montparnasse, accoururent suivie d'une foule nombreuse attirée par le récit de ce qui venait de se passer, ils pénétrèrent dans la maison, saccagèrent le mobilier et tout ce qui se trouvait sous leurs mains. Après avoir jeté par la fenêtre les débris du mobilier, ils y mirent le feu.

Toutes les femmes présentes ont été arrêtées; le maître du lieu est parvenu à s'enfuir.

Le cocher, transporté au corps de garde, n'a pas tardé à succomber à ses nombreuses blessures.

— M. Armand Marrast a été nommé à l'unanimité rapporteur de la commission de constitution.

— On lit dans un journal:

« Une expérience se fait en ce moment au château de Neuilly, dont les résultats seront immenses si elle réussit, comme tout le fait espérer jusqu'à ce jour. Il s'agit de la découverte de M. Repos.

« Cette découverte, qui a pour but de remplacer la feuille du mûrier par la feuille de la scorsonère pour l'éducation du ver à soie, va rendre possible la production de la soie dans toute l'étendue de la France. »

— Le duc de Bordeaux est parti de Frodshorf (Autriche). Un journal anglais dit qu'il se rend à Londres.

— La *Démocratie pacifique* assure que paimi les individus arrêtés avant-hier sur le théâtre des rassemblements se trouvaient deux attachés à l'ambassade d'Angleterre et une Anglaise déguisée en homme.

— Il est question d'établir le long du littoral de la Méditerranée une ligne de signaux sémaphoriques, conçus d'après un plan entièrement nouveau. (*Journal de la marine.*)

— On lit dans le *Mémorial de Rouen*:

« La police fut informée que des émissaires de Louis Bonaparte parcouraient la ville dans les plus coupables intentions. Ils cherchaient à corrompre les soldats et les ouvriers. »

— Hier matin on a arrêté, près de la porte Saint-Denis, un individu qui voulait placarder des affiches séditieuses et criait: Vive Henri V! Il a été envoyé à la préfecture par M. Yves, commissaire de police du quartier.

— Depuis quelque temps, les promeneurs et les limonadiers du bois de Boulogne se plaignaient d'être incessamment obsédés par un fort grand nombre d'individus qui leur demandaient l'aumône d'une manière assez menaçante. Par suites de ces plaintes, l'autorité ordonna une surveillance fort active sur ce point si fréquenté, et au nombre des mendiants ainsi arrêtés en flagrant délit se trouvaient les nommés Froment, Gautier de Keyser et Lemonnier, qui comparaissent aujourd'hui devant le tribunal de police correctionnelle. La prévention leur impute de s'être réunis tous les quatre pour demander aux passants une aumône qu'on se sentait peut-être un peu embarrassé de leur refuser ainsi au milieu du bois.

Les témoins entendus, et conformément aux conclusions du ministère public, le tribunal les condamne chacun à un mois de prison.

— Un fait fort grave vient de se passer à Rueil, dans la caserne d'infanterie, aujourd'hui occupée par le 15^e bataillon de la garde mobile. Un sieur D..., nommé capitaine à l'élection de ce bataillon dont on s'accorde à louer la bonne tenue et l'esprit de discipline, avait été obligé de donner sa démission.

Attribuant, on ne sait pourquoi, à un soldat de son ancienne compagnie des lettres anonymes écrites contre lui, il résolut de se venger de ce soldat, et, à cet effet, se rendant dans la chambrée

où il se trouvait, il lui tira presque à bout portant deux coups de pistolet, qui heureusement ne lui firent que des blessures légères.

L'ex-capitaine D... a été arrêté aussitôt. Ce matin il a été conduit à Versailles, et écroué à la disposition du parquet, prévenu de tentative de meurtre en guet-apens et avec préméditation.

— On écrit d'Alger:

« L'artillerie continue avec succès ses exercices de tir en mer. Il y a huit jours, les deux batteries du fort Bab-Azoun sillonnaient de leurs boulets la partie de la rade qui doit couvrir un jour la jetée du sud. Mercredi dernier, c'était le tour de la batterie des Anglais; demain, ce sera celui du magasin des fourrages. Jusqu'à présent les blancs ont été placés à 600, 1,000 et 1,200 mètres. Demain le but sera à 1,500 mètres.

« Nous avons été frappés, non sans un véritable sentiment de joie, de la justesse vraiment remarquable du pointage. Les blancs, quoique très-petits relativement à ces grandes distances, ont été touchés à chaque école, et sur le grand nombre de coups il n'en est peut-être pas un qui eût manqué un bâtiment. En présence de ces résultats, nous avons été beaucoup moins effrayés de cette formidable machine de guerre qu'on appelle un vaisseau à trois ponts, et nous comprenons qu'un petit nombre de batteries de côtes, construites comme elle le sont maintenant, puisse combattre avantageusement toute une escadre.

« Quelques artilleurs de la milice remplissaient les fonctions de servants aux deux dernières écoles. C'est une heureuse innovation. Le personnel de l'artillerie d'Afrique est trop peu considérable pour suffire à lui seul à la défense de tout le littoral. En cas de guerre, il lui faudrait de toute nécessité des auxiliaires. Or, les premiers à prendre sont naturellement les canonniers des milices africaines.

« Nous ne saurions trop les engager à suivre assidûment les exercices de leurs camarades de l'armée, si l'on veut que leur dévouement puisse être utilement employé dans un moment de danger.

« Une activité extraordinaire se fait remarquer depuis quelque temps dans les établissements de l'artillerie. Un grand nombre d'ouvriers civils ont été adjoints aux ouvriers militaires, et tous ensemble travaillent sans relâche à construire des affûts. Un arsenal provisoire s'élève sur la place Bab-el-Oued; il sera terminé avant la fin du mois.

« L'habile direction imprimée à ces travaux par le commandant supérieur de l'arme est puissamment secondée par le gouvernement de la métropole. Des envois considérables de matériel sont annoncés de France; ils ont déjà reçu un commencement d'exécution. Une gabarre, récemment entrée dans notre port, a apporté vingt canons de 50 en fer et vingt canons-obusiers à la Paixhans, avec de nombreux approvisionnements.

Lisez

L'ARGOT ET JARGON

des Filous et des hommes dangereux

PAR

ALEXANDRE PIERRE

Directeur de l'Administration des Recherches et Renseignements

27 rue des Noyers 27

Se vend sur la voie publique.

Bourse de Paris du 12 Juin.

FONDS FRANÇAIS.			
3 0/0.....	46	Banque de France.....	1124 1/2
4.....	54	Oblig. de la ville de Paris.....	1170
4 1/2.....	58	Bons du Trésor.....	122 1/2
5 0/0.....	68		
CHEMINS DE FER.			
Saint-Germain.....	200	Fampoux à Hazebrouck.....	200
Obligations anc.....	200	Avignon à Marseille.....	220
— nouv.....	200	Strasbourg à Bâle.....	287 1/2
Versailles (rive droite).....	200	Obligations.....	30
Obligations anc.....	200	Mulhouse à Thann.....	200
— nouv.....	200	Bordeaux à la Teste.....	200
Versailles (rive gauche).....	200	Montpellier à Cette.....	200
Paris à Orléans.....	565	Cette à Bordeaux.....	200
Obligations.....	565	Paris à Sceaux.....	200
Orléans à Bordeaux.....	398 75	Montereau à Troyes.....	200
à Vierzon.....	258 75	Amiens à Boulogne.....	200
Paris à Rouen.....	410	Dieppe à Fécamp.....	200
Obligations.....	410	Paris à Lyon.....	341 25
Rouen au Havre.....	205	Tours à Nantes.....	340
Obligations.....	205	Paris à Strasbourg.....	357 1/2
Nord.....	356 25	Andrézieux à Roanne.....	200
CANAUX.			
Quatre Canaux.....	765	Canal de Bourgogne.....	408 1/2
Jouissance.....	765	Jouissance.....	408 1/2
Trois Canaux.....	765	Canal de la Sambre.....	408 1/2

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCANDON, rue d'Enfer, 4.